

À propos des classes sociales

Les mutations économiques et sociales qui ébranlent la société salariale depuis une trentaine d'années se sont notamment traduites dans la façon d'appréhender les niveaux de conflictualité. Les classes sociales, en tant qu'outil conceptuel et base de reconnaissance, pour penser la société et agir en son sein, sont devenues aux yeux de beaucoup problématiques. Paresseusement, c'est sans discussion que les sciences sociales ont dans un premier temps abandonné le recours aux classes sociales pour analyser les hiérarchisations et les rapports sociaux. On s'est ensuite ravisé, l'avancée du libéralisme et les formes de résistance multiples amenant à parler de « retour des classes sociales ». Dans le champ politique et académique, l'articulation des multiples rapports de domination (classes, sexes, âges, races, sexualités, etc.) constitue un défi aux luttes et aux analyses. Elles poussent en tout cas à remettre sur le chantier l'usage que l'on fait des classes sociales, comme en témoignent, dans des perspectives différentes, deux récentes publications.

JEAN LOJKINE
**L'adieu à la classe
moyenne**

Paris, La dispute, 2005,
246 p., 20 €.

Cet ouvrage est placé sous le signe d'une sociologie critique. En d'autres termes, l'auteur y propose une approche dynamique des rapports sociaux. Celle-ci privilégie les rapports de classe qu'elle définit en tant que confrontation entre le capital et le travail. Elle soulève par ailleurs une question centrale : celle d'une crise du politique. L'auteur désigne très explicitement comme manifestation de cette crise le brouillage des repères de classe, et notamment ceux qui seraient susceptibles de contri-

buer à réunir subjectivement et objectivement les salariés.

L'auteur, armé d'une solide culture sociologique et d'une longue expérience de l'enquête de terrain, revient dans une première partie sur plusieurs aspects de cette crise. Il traite ainsi des mutations du salariat. On y relève nombre de traits qui concourent à l'éclatement de la classe ouvrière, ainsi qu'à celui du groupe des cadres. L'auteur en marque bien les convergences sur ces deux axes que sont d'une part une déconstruction des identités, et

d'autre part les déclassements. Il s'attaque ensuite au concept de classe moyenne défini comme un mythe. Dans cet esprit, l'analyse relativise la portée de plusieurs concepts, comme ceux de moyennisation de la société, ou de troisième force, qui, selon l'auteur, tournent le dos aux fondements de la crise politique. Il s'interroge de manière polémique sur les usages de plusieurs notions sociologiques – précarité, exclusion, ou capital culturel – qui tendent à reléguer deux problèmes essentiels : celui des clivages de classe et celui du rapport entre les phénomènes d'exploitation et ceux de domination.

Dans une seconde partie, Jean Lojkin dessine les contours d'un nouveau salariat. Il situe méthodologiquement celui-ci dans les cadres d'un paradigme – la révolution informationnelle – dont il est l'un des spécialistes reconnus depuis plus d'une décennie. Il présente à ce propos – et ceci constitue une originalité – différents exemples de l'émergence de nouveaux groupes sociaux dans des contextes sociétaux différents, celui d'un pays comme la France, et ceux de nations-continentes que sont l'Inde ou la Chine. L'auteur cherche ainsi à mieux couvrir les mouvements qui structurent les divisions sociales du travail à l'échelle de cette dynamique qu'est la mondialisation capitaliste. À partir d'un vaste échantillon de groupes professionnels et de segments d'activité – depuis les ouvriers-paysans jusqu'aux informaticiens, en passant par les travailleurs des *call-centers* ou ceux de la santé – il propose sa lecture d'un archipel de salariés. Ce dernier, par-delà une complexité de clivages et de hiérarchisations, laisse percer des procès d'ex-

ploitation qui constituent le socle de conflits de classes, et les prémices d'une analyse de classe globale et renouvelée.

Dans une troisième partie, la plus prospective, Jean Lojkin inventorie les éléments qui seraient susceptibles d'aider à reconstruire une identité collective du salariat. Dans cet

Jean Lojkin
inventorie
les éléments qui
seraient susceptibles
d'aider à reconstruire
une identité collective
du salariat .



esprit, il pointe les insuffisances de deux sortes d'approches. Les unes tiennent au fait de définir de manière trop rigide un noyau constitutif d'une classe ouvrière, alors que d'autres, d'inspiration culturaliste, en nient la permanence, pour privilégier une dispersion des mouvements sociaux. Cette partie soulève notamment la question sensible de la réalité d'un clivage entre classes populaires et classes moyennes. L'auteur opte de manière volontariste pour le dépassement de ce clivage en dessinant les contours d'un front antilibéral.

S'efforçant de tenir les deux bouts de la chaîne d'une sociologie des classes sociales (les structures et les identités), Jean Lojkin revient en conclusion

sur une approche critique des débats historiques qui ont opposé la social-démocratie et le mouvement communiste. La première incarnant, selon l'auteur, le projet d'une classe moyenne toujours croissante et le second celui d'une mobilisation globale du salariat. À cette occasion, il relativise aussi la portée actuelle des organisations altermondialistes en tant que levier d'une mobilisation contre le libéralisme.

En définitive, on ne peut que souhaiter une large diffusion de cet ouvrage qui vient rompre avec un courant d'approches sociologiques souvent trop formelles, et qui ne sont pas à la mesure des défis que posent les partisans d'une mondialisation économique dont l'une des valeurs essentielles est le profit. Car c'est bien au nom de cette valeur que se redéploient globalement nombre de formations sociales. ●

ROLAND GUILLON

JEAN-NOËL CHOPART
ET CLAUDE MARTIN (DIR.)

**Que reste-t-il
des classes sociales ?**

Rennes, Éditions de l'École nationale de la santé publique, collec. Lien social et politiques, 2004, 298 pages, 24 €.

« **Q**ue reste-t-il des classes sociales ? » Voici la question, étrange, que cette livraison de la revue *Lien social et politiques* entend livrer au lecteur, sans qu'il soit réellement possible d'affirmer, au bout du compte, que les contributions en fournissent une réponse adéquate. Ou du moins, les réponses varient tellement de l'une à l'autre des contributions qu'avec un peu de bonne volonté, chacun y trouvera son compte. Qu'on nous permette de nous expliquer sur ce constat sévère.

D'emblée, nous voici mis devant un fait accompli : avant, il y avait des classes sociales ; maintenant, toute la question est de savoir ce qu'il en reste. Sans faire guère preuve de recul critique quant à la question de l'appel à contributions originel (car la question ferme tout de même le champ des possibles), certains auteurs enfourchent leurs arguments longuement affûtés (Pinçon et Pinçon-Charlot, Chauvel, Gaultier), sans guère apporter d'éléments différents à d'autres productions antérieures.

Si ce voyage en terrain connu peut apparaître décevant pour le lecteur, au moins a-t-il pour lui le bénéfice de la cohérence. Ce qui n'est pas toujours le cas, à la fois dans la construction de l'ouvrage, mais également dans les ruptures repérées dans les productions

successives de certains auteurs. Ainsi, La présence de l'article de Laurent Fleury relatif au TNP de Vilar dans la partie « *Sur l'hypothèse des sociétés sans classes* » ne laisse d'étonner. Tout le texte relate les efforts effectués dans le cadre du TNP pour surmonter les représentations sociales et les barrières matérielles attachées au théâtre, vécu à cette époque comme une des formes bourgeoises de la culture par les classes populaires. Pourquoi tant d'efforts nécessaires pour suspendre momentanément le poids des dynamiques classistes, si celles-ci n'existent pas ?

Plus fondamentalement, c'est ainsi que François Dubet nous explique, avec une assurance pour le moins déconcertante, que « *la notion de classe n'a vraiment d'utilité sociologique que dans la mesure où elle désigne une classe « pour soi », un ensemble social ayant une conscience de lui-même suffisamment forte pour que le groupe se forme en acteur collectif.* » (p. 24) Avis aux classes populaires, que les changements économiques et politiques des 30 dernières années ont « revivifié », si vous avez du mal à vous constituer en classe sociale consciente de vous-mêmes apte à la bataille et au renversement des dynamiques d'écrasement, c'est parce qu'en réalité vous n'en êtes pas une. Avis aux sociologues qui travaillent sur des groupes en formation ou des concepts visant à désigner des phénomènes mal perçus : vous perdez votre temps ; le travail sociologique ne peut se faire qu'à partir du moment où un phénomène social a pris conscience de lui-même, le sociologue n'étant là que pour coller des étiquettes déjà pourvues du code-barre officiel.

D'ailleurs, Dubet est persuadé

de ce qu'il avance puisque, selon lui, « *dans l'ordre de la théorie sociologique, la force du concept de classe vient de ce qu'il a constitué un principe d'analyse général de la vie sociale en établissant un système de correspondances entre divers ordres de phénomènes sociaux.* » (p. 25) Que cette préférence à la totalisation explicative fût au contraire la faiblesse du concept de classe sociale n'effleure pas une seconde l'esprit d'un auteur qui, avec son collègue Danilo Martuccelli, n'hésitait pas, quand c'était davantage tendance, à envoyer le concept de classe sociale dans les poubelles de l'histoire sociologique ; notons au passage, juste pour faire un peu de mauvais esprit, que Dubet, qui n'en est pas à une contradiction près, voyage allègrement du concept à la notion pour qualifier les classes sociales. Marque on ne peut plus frappante des difficultés qu'il a à se positionner clairement sur cette question (et qui l'inciterait à reconnaître qu'il s'est trompé dans ses premiers écrits ? comme si se tromper était impardonnable en science...). Quoi qu'il en soit, une certaine prudence présente est dorénavant de mise, puisque « *dès que l'on introduit d'autres variables que la classe, le sexe, l'âge, l'éthnie, la religion..., la position de classe risque d'apparaître de moins en moins déterminante.* » (p. 26) Mais sans doute ces « variables » ne fonctionnaient-elles pas dans le passé : dans leur ouvrage de 1998, Dubet et Martuccelli affirmaient sans rire que les classes et les conflits sociaux ne pouvaient plus rendre compte ni de la structure des conflits ou de l'unité de la société, sous-entendant par là qu'ils avaient pu un jour en être aptes. Nous voilà rassuré, rapports sociaux

de sexe, de génération et de race sont donc bien des découvertes postmodernes!

Certes, la lecture de l'article de Dubet est d'autant plus irritante qu'elle constitue l'ouverture de l'ouvrage et qu'y figurent des perles somptueuses, telles que l'idée ridicule d'homogénéisation sociale sous l'influence de la consommation (point que Louis Chauvel a réfuté précisément) et de culture de masse, ou l'idée déconstructionniste jusqu'au-boutiste d'une analyse en termes de rapports de classes qui ne décrivent pas de groupes sociaux, mais qui montrent en quoi des phénomènes sociaux sont le produit d'une domination de classe: à ce propos, nous ne sommes pas sûr d'avoir compris la puissance du raisonnement (mais après tout, c'est normal, l'incompétence sociologique doit être le produit d'une domination de classe): la notion de classe ne peut décrire des groupes. Soit. Mais dans ce cas, comment définit-on les « groupes non définis » sur lesquels est censée s'abattre une domination de classe (domination de quelle classe d'ailleurs? Et qui produit comment sa domination?)? À moins qu'il n'y ait, au bout du compte, que des individus victimes, et d'autres, dominants? Mais dans ce cas-là, pourquoi ne pas l'écrire directement, histoire de nous éviter des notes de bas de page à n'en plus finir?

De fait, et contrairement à ce que l'on pourrait croire en lisant les lignes précédentes, le problème majeur du livre nous semble bien celui d'une surévaluation passée de l'importance de la classe sociale dans l'explication de la structuration sociale, et des différentes stratifications, bien que Simon Langlois, dans son article sur classes sociales et stratification au

Québec et au Canada, décrive toutefois avec précaution (sans réellement s'inclure lui-même dans le débat), les travaux nord-américains croisant sexe et classe ou ethnie et classe.

Comme l'écrit avec justesse Claude Dubar, le paradigme de classe prégnant dans les années 1960 ne constitue-t-il pas au

classe qui articule, de manière nouvelle, une explication théorique de ces inégalités à un projet politique de transformation sociale crédible et vérifiable¹. » (p. 49)

Il semble particulièrement intéressant de se saisir de cette hypothèse, et d'élaborer une sociologie sensible à la question des classes sociales dans leur interpénétration constante avec d'autres rapports sociaux. Actuellement, des études sociologiques, souvent menées par de jeunes chercheur/ses, creusent le sillon d'auteurs comme Delphy ou Guillaumin, et se confrontent à l'analyse dynamique des rapports sociaux de sexe, de race, de génération et de classe. Les difficultés théoriques sont gigantesques, toutefois espérées surmontables grâce aux utilisations renouvelées d'outils statistiques classiques, à des approches empiriques diversifiées et à un usage plus précis d'auteurs tels que Marx, dont l'article de Jean-Louis Lacascade montre que l'utilisation incontrôlée a conduit à des conclusions erronées qui pesèrent de tout leur poids dans les discussions sociologiques des années 1960 et 1970. Et aux tentatives de bilans 30 ans plus tard. ●

STÉPHANE LELAY

**D'emblée,
nous voici mis
devant un fait accompli :
avant, il y avait
des classes sociales ;
maintenant,
toute la question
est de savoir
ce qu'il en reste .**



fond la construction d'un « *discours* » politique de classe qui s'accorda, pendant un temps, avec un paradigme « scientifique ». Inversement, l'effacement de ce paradigme et son remplacement par d'autres, plus « individualistes » et plus « indéterminés » (voire antidéterministes), traduisent l'inversion de ce rapport de force et la domination (provisoire?) du discours managérial dans la société française. » (p. 47) Pour Dubar, nous serions donc dans une société « sans discours de

1. Et de conclure: « C'est une urgence de contribuer à le rétablir. » Ce à quoi, on aurait envie de lui rétorquer: « C'est le boulot des politiques, pas des sociologues! »